



## Conseil économique et social

Distr. générale  
23 avril 2013  
Français  
Original : anglais

---

### Session de fond de 2013

Genève, 1<sup>er</sup>-26 juillet 2013

**Questions économiques et questions  
relatives à l'environnement : environnement**

### **Déclaration présentée par OceanCare, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social**

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

13-30821X (F)



Merçi de recycler 



## Déclaration

### **Les impacts de la pollution acoustique des océans sur les écosystèmes marins et sur leur faune et leur flore**

Le développement de la science et de la technologie est essentiel au développement durable. Des progrès sensibles ont été réalisés et il y a de bonnes raisons d'espérer que les progrès de la science et de la technologie apporteront une contribution positive au développement durable. Notre principal objectif est la protection des écosystèmes marins et de leurs ressources biologiques. À cet égard, nous nous félicitons de la création de nouvelles technologies telles que le vibroséisme marin. Cette technologie est plus douce que celle des canons sismiques à air comprimé utilisés pour la collecte de données géophysiques dans la prospection de pétrole et de gaz dans les fonds marins. Le vibroséisme marin est au moins 1 000 fois plus calme que les canons sismiques et n'utilise pas de brusques impulsions, qui sont connues pour les dommages qu'elles causent à la flore et la faune marine. Pour réduire les niveaux de pollution acoustique des océans dans les écosystèmes marins, la poursuite du développement et de l'application de technologies similaires devrait donc occuper une place prioritaire pour les États.

Nous saluons également la promotion d'une économie bleue et sommes très favorables à un plus grand recours aux sources d'énergie de substitution qui peuvent se révéler non nuisibles à l'environnement. Cela dit, des précautions s'imposent pour réduire leurs impacts sur la faune et la flore marine, en particulier leurs impacts acoustiques. Il nous faut éviter de nous montrer trop confiants et de supposer que les énergies renouvelables marines, par exemple, ne peuvent accroître le niveau de pollution acoustique des océans. En fait, les effets cumulés de ces énergies combinés à la navigation maritime et aux émissions d'engins militaires pourraient aggraver une situation qui est déjà alarmante. À ce propos, nous souhaiterions attirer votre attention sur le récent rapport préparé par le Secrétaire général (A/67/79) qui examine plusieurs défis liés à l'exploitation des énergies marines renouvelables, y compris les défis pour l'environnement. Les impacts acoustiques que ces énergies peuvent avoir sur les écosystèmes marins et leurs ressources biologiques sont mentionnés à plusieurs reprises et devraient faire l'objet d'évaluations préventives de la part des États. Néanmoins, nous reconnaissons le potentiel des énergies marines renouvelables et ne doutons pas que le développement de la science et de la technologie contribuera à atténuer les impacts négatifs qui pourraient émaner de cette source.

Le droit de la mer a de tout temps été touché par le développement de la science et de la technologie. Ce développement a souvent contribué à l'élaboration de nouvelles règles ou à la révision des règles existantes. Nous ne devons pas oublier qu'avant d'appliquer toute nouvelle technologie, il nous faut effectuer une évaluation de son impact sur l'environnement afin de répondre à la question de savoir comment procéder avec précaution et ne pas ajouter aux nombreux facteurs de tension qui menacent déjà la vie marine. Certaines organisations internationales ont suggéré une poursuite de la recherche et préconisé des évaluations stratégiques environnementales pour l'implantation de sites marins pour l'exploitation des énergies renouvelables. D'autres encouragent l'adoption de mesures d'atténuation. À notre avis, ces mesures seraient plus faciles à appliquer si les États utilisaient la science et la technologie au service du développement durable.